



Des moyens à minima pour clore le quinquennat

Aucune création d'emploi n'est prévue pour le premier degré dans le budget 2022, malgré la réaffirmation de la priorité donnée au primaire. Toutefois les écoles disposeront de 2 025 moyens d'enseignement supplémentaires pour préparer la prochaine rentrée suite à l'augmentation du temps de service dans les classes des professeurs des écoles stagiaires. En effet, la réforme de la formation fera passer à temps plein une grande partie des fonctionnaires stagiaires, dégradant ainsi les conditions de formation et d'entrée dans le métier, le tout dans un contexte de crise d'attractivité.

A en croire le ministère, ces moyens suffiront à poursuivre et achever la longue liste des priorités engagées ces dernières années : plafonnement des effectifs des classes de GS, CP et CE1 à 24 élèves, dédoublement de ces mêmes classes en éducation prioritaire, amélioration des décharges de direction, création d'ULIS et d'unités d'enseignement autisme, extension des expérimentations locales, renforcement des contrôles de l'instruction en famille et des écoles hors contrat... tout en se payant le luxe de conserver 300 moyens en réserve pour garder une petite marge de manœuvre.

Si le ministère poursuit l'amélioration des décharges de direction d'école, ce ne seront que 20% des directrices et directeurs qui seront concerné·es (écoles de 6, 7, 12 et 13 classes). Or dans toutes les écoles, ils et elles ont besoin de temps supplémentaire pour améliorer le quotidien. De plus, le dédoublement en GS en REP et REP+ et les mesures de plafonnement à 24 des effectifs de certaines classes sont bien loin d'être achevées...

Comme les années précédentes, le fléchage des moyens attribués ne laissera aucune marge de manœuvre lors des cartes scolaires locales. La répartition entre les académies n'obéit à aucune logique visant à réduire les écarts de dotation et à garantir partout la continuité d'un service public d'éducation de qualité.

Le SNUipp-FSU tire la sonnette d'alarme : depuis la rentrée, des milliers de enseignant·es contractuel·es ont été recrutés pour pallier le déficit de professeurs des écoles titulaires. Les fermetures de classes se multiplient faute de remplaçant·es en nombre suffisant. Ces signaux sont ceux d'une école primaire sous-investie qui n'est pas en capacité aujourd'hui de combattre durablement les inégalités scolaires mises en lumière et aggravées par la deux ans de crise sanitaire qui ont terriblement abîmé l'école. Le ministère ne tient pas compte de la réalité du terrain et en premier lieu, ce sont les élèves qui pâtissent de ces mauvais choix.

Pour le SNUipp-FSU, l'école doit bénéficier d'un plan d'urgence avec un engagement budgétaire pluriannuel la dotant des moyens nécessaires à son bon fonctionnement. Cela passe par l'abaissement des effectifs dans toutes les classes, la création de moyens de remplacement, un abondement des RASED et la reconstitution des « plus de maîtres que de classes », une augmentation conséquente du temps de décharge pour la direction d'école ainsi que des moyens pérennes pour l'aide administrative, des emplois d'AESH à la hauteur des besoins... Au lieu de cela, le ministère mise sur les fonds de tiroir en guise de clôture d'exercice !

Paris, le 16 décembre

